Mobilités en Europe : étude de deux réseaux migratoires roumains

Swanie Potot[*]

Article paru dans *Sociologie Romaneasca*, Bucarest, serie noua n°2/2000, pp.101-120.

Résumé :

A l'heure où l'on parle d'intégration de la Roumanie dans l'Union Européenne, la question du libre mouvement des personnes dans cet espace reste toujours en suspend pour les citoyens roumains. Pourtant, l'étude présentée ici montre que les réglementations internationales n'empêchent en rien les individus de se rendre dans les pays où l'économie capitaliste requiert de nouveaux bras.

En suivant ces migrants, à travers un travail d'enquête de type qualitatif de trois années, en France, en Espagne et dans leur pays d'origine, on comprendra que ces continuels aller et retours n'interviennent pas comme une rupture dans la vie des sujets mais apparaissent plutôt comme le prolongement des stratégies de survie développées en Roumanie pour faire face à la crise. La comparaison entre deux réseaux, l'un se déployant dans un contexte urbain et l'autre d'origine rurale conduira pourtant à distinguer différentes modalités quant à la signification et à la gestion des gains de l'émigration en Roumanie.

[*] Swanie Potot, doctorante, sous la direction de J.Streiff-Fénart, allocataire de recherche, URMIS-Nice, Université de Nice Sophia-Antipolis, potot@unice.fr

Article :

Dans le cadre d'une thèse de doctorat sur les nouvelles migrations en Europe, je m'intéresse aux mobilités des Roumains dans cet espace. Celles-ci sont singulières dans la mesure où l'espace Schengen leur est officiellement fermé[1]. En effet, seuls les séjours touristiques de moins de trois mois sont autorisés aux ressortissants roumains, sous couvert de l'obtention préalable d'un visa. La plupart des séjours de travail en Europe Occidentale sont informels et clandestins, en conséquence de quoi on ne possède quasiment aucune donnée officielle sur le sujet. Mon travail repose donc essentiellement sur des observations personnelles faites aux cotés des migrants.

Dans le texte qui suit, je souhaite présenter ces études de terrain de façon à comparer deux « réseaux migratoires », l'un se déployant, au départ comme à l'arrivée, dans un cadre urbain, tandis que l'autre appartient à un environnement plus rural. Cette analyse nous permettra de distinguer ce qui est commun aux différentes modalités de cette migration d'Est en Ouest, de ce qui relève spécifiquement du contexte dans lequel elles prennent formes. Il s'agit, d'une part, d'une observation auprès d'un groupe de migrants qui a fait, de 1994 à 1998, des allées-venues entre les villes de Târgoviste (Roumanie) et Nice (France) avant de se déplacer vers Londres (Royaume Uni) et, dans un deuxième temps, de l'étude d'un réseau entre la province de Teleorman (Roumanie) et l'Espagne.

Cette recherche se base sur six enquêtes de terrain menées entre l'hiver 1997-98 et l'été 2001. A Nice, les différentes observations s'étalent de 1997 à 1999. A Târgoviste, j'ai fait un premier séjour de deux semaines en 1999 et un autre de trois mois au cours du printemps 2000. Les enquêtes faites dans le Sud de l'Espagne, à El Ejido, ont fait l'objet de deux voyages de deux semaines chacun, en août 2000 puis au printemps 2001. Enfin, en juillet 2001, j'ai participé à une étude d'une dizaine de jours organisée par l'Université de Bucarest, dans la province de Teleorman.

La démarche qui préside à ces travaux d'observation est de parvenir à circonscrire un réseau migratoire depuis sa source jusqu'à sa destination afin d'observer non seulement les conditions de départ, d'accueil et de retours, mais aussi d'examiner les évolutions de comportement et de style de vie que ces différentes situations imposent aux individus. Le choix d'un site d'étude n'est donc pas dû au hasard mais est corrélé aux déplacements réels des personnes.

---

[1] La Roumanie fait partie de la « liste noire » des pays pour lesquels on requiert un visa d'entrée, par ailleurs de plus en plus difficile à obtenir.

1. LE RESEAU NICE TARGOVISTE

1.1 Nice

Mes premiers contacts avec des migrants roumains remontent à l'hiver 1997 à Nice. Le choix de cette ville comme lieu d'enquête fut dicté par des raisons pratiques, mais il s'est avéré être particulièrement intéressant dans la mesure où Nice était une destination privilégiée pour certains Roumains, au contraire de Marseille par exemple, qui bien que plus grande et plus habituée à recevoir des migrants, n'était pas alors un point de chute pour ce public. La région niçoise, au contraire, était devenue, au cours des dernières années, un lieu d'émigration temporaire pour de nombreux jeunes originaires de Târgoviste, ville roumaine d'environ 100000 habitants.

Mon investigation a débuté dans les locaux d'un journal de rue[2]. En effet, les premières recherches auprès d'immigrés de l'époque communiste et d'associations culturelles franco-roumaines m'avaient laissé comprendre qu'il n'existait pas de collectif institutionnalisé au sein desquels se rassemblaient les migrants économiques actuels. En revanche, ce journal avait été mentionné plusieurs fois en tant qu'employeur de cette communauté. Cette information fut confirmée par le responsable de la diffusion niçoise d'après lequel, sur la centaine de vendeurs inscrits durant l'hiver 1997-98, cinquante neuf étaient roumains. Ce dernier, intéressé par mon travail, me permit non seulement de conduire mon étude dans les locaux du journal, mais il m'expliqua, de plus, les différentes controverses qu'il existait au sein de la direction de l'entreprise au sujet de l'embauche de ce public.

Après quelques semaines, les liens qui se sont tissés lors des entretiens au journal m'ont donné la possibilité de sortir de ce cadre restrictif pour rencontrer des personnes qui ne pratiquaient pas, ou plus, cette activité. Invitée chez les uns ou les autres, j'ai pu alors observer le cercle migrant *de l'intérieur* ; comprendre comment, sans aucune organisation formelle, ce groupe était structuré par des règles non-dites mais connues de tous et par des pratiques qui se répétaient.

Dans un premier temps, j'ai essayé de retracer l'historique de cette migration. Les premiers vendeurs de nationalité roumaine se sont inscrits dans les années 1994-95, alors que le journal était dirigé par une association. D'après les informations que j'ai pu recueillir, cette piste fut inaugurée par trois jeunes « touristes », professeurs de sport, arrivés de Târgoviste au

[2] La « presse de rue », apparue en France dans les années 1990, a pour vocation la réinsertion professionnelle de personnes en situation précaire. Les vendeurs achètent leurs journaux entre trois et cinq francs auprès de l'organisation mère et les revendent librement dans les lieux publics au prix de dix francs.

printemps 1994. Leur histoire est déterminante dans la mesure où elle servira de référence pour les suivants. Pendant quatre ans, c'est en effet sur leurs traces que se succèderont plus de cent cinquante migrants originaires de la même agglomération. Après avoir traversé différents pays de l'Union Européenne, ces pionniers se sont donc arrêtés à Nice. Leur choix relevait plus d'un attrait pour la Côte d'Azur que des opportunités qui se présentaient à eux. Cependant, après quelques jours passés à errer, ils trouvèrent sans trop de difficultés une chambre à louer chez un particulier. En revanche, travailler leur fut plus difficile, leur visa touristique leur interdisant l'accès à l'emploi. La mendicité et le nettoyage des pare-brise aux feux rouges leur permit de subsister quelques temps. Mais avoir un emploi rémunéré en France n'était pas seulement pour eux un moyen de survie ; leur départ de Roumanie était dû à des nécessités économiques que leur migration temporaire prétendait résoudre. Ayant appris, par un collègue de Transylvanie, que des compatriotes pratiquaient la vente des journaux de rue à Paris, ils se présentèrent comme vendeurs au centre de diffusion niçois. L'organisation du journal ayant pour vocation d'aider les plus démunis, on ne pratiquait pas de sélection administrative à l'embauche. Ainsi, le statut de demandeur d'asile qu'ils avaient acquis entre temps n'entravait pas leur activité professionnelle[3]. Le sérieux et la régularité dont ils firent preuve leur permirent rapidement de dépasser les moyennes de vente des détaillants habituels. En conservant un train de vie modeste, ils gagnaient suffisamment pour survivre en France tout en épargnant en vue de leur retour. Forts de leurs réussites, ces précurseurs de la migration niçoise ont convié leurs petites amies à les rejoindre. Par la suite, ils ont aidé quelques proches à partager leur expérience… Un an plus tard, tous les trois étaient rentrés à Târgoviste, mais d'autres se succédaient à leurs places.

Durant les trois années qui ont suivi, des ponts seront lancés entre Nice et Târgoviste, facilitant les échanges et les voyages entre ces deux pôles. Les pratiques et les connaissances des uns servant celles des autres, un véritable réseau migratoire s'est constitué.

La salle de sport que fréquentaient les premiers migrants dans leur ville d'origine devint un catalyseur d'informations concernant les voyages sur la Côte d'Azur. L'importance de ce lieu dans le réseau n'était explicite pour personne. Lors des entretiens, les informateurs corrélaient leur départ à celui de connaissances parties avant eux. C'est en essayant de dessiner les relations qui liaient les interviewés entre eux que je me suis rendue compte de la fonction centrale de cette salle dans la communication entre les migrants et les candidats au

[3] Depuis 1991, le droit de séjour des personnes ayant formulé une demande d'asile n'est plus assujetti d'un droit de travail.

départ. Dans neuf cas sur dix, les personnes qui arrivaient à Nice avaient suivi un ami connu lors de pratiques sportives à ce gymnase ou à l'Université de sport.

Cette source a déterminé le profil des migrants qui suivirent. Il s'agissait en général de jeunes hommes appartenant à la classe moyenne. Agés au plus d'une trentaine d'années, ils avaient souvent un niveau d'éducation supérieur au baccalauréat. Tous avaient débuté une vie professionnelle en Roumanie. Leur motivation était essentiellement économique et quasiment personne n'envisageait sérieusement de s'établir définitivement en Occident. La remarque suivante réfléchit bien l'esprit de ces migrations : « *En Roumanie, la vie est très dure maintenant. Même si on travaille, on peut pas vivre normalement. Moi si je pouvais, je resterais chez moi, j'aime pas venir en France comme ça.* »[4].

Bien que s'organisant souvent de façon individuelle, à partir de renseignements obtenus auprès de proches, les migrants reproduisaient quasiment toujours la même expérience. Jusqu'à l'automne 1998, leur statut juridique était identique à celui des premiers venus. Arrivés avec un visa touristique pour l'espace Schengen, ils sollicitaient, avant son expiration, l'asile politique, ce qui leur permettait de rester dans ce pays durant la procédure administrative. Lorsque leur demande, après quelques mois, était jugée infondée par les services de l'OFPRA[5], ils présentaient un recours, une ou deux fois, devant les mêmes instances, avant de retourner vers leur pays d'origine. Ce jeu de procédures, qui n'aboutissait jamais à l'obtention du droit d'asile, permettait pourtant à ces personnes de passer entre huit mois et un an sur le territoire français en toute légalité. Durant cette période, l'activité de vente des journaux, éventuellement complétée par des travaux sur des chantiers leur permettait d'économiser quelques milliers, voire dizaines de milliers de francs.

Malgré l'absence de structures collectives, les Roumains de la Côte d'Azur devaient une partie de leur réussite à leur collaboration inter-individuelle. En plus de la diffusion des informations relatives à la migration, l'entraide entrait en jeu dans des pratiques quotidiennes, réduisant ainsi les aléas de leur séjour. Par exemple, toutes les personnes interrogées louaient une chambre avec d'autres compatriotes, dans l'un des deux hôtels spécialisés dans le logement des étrangers en centre ville ou, plus rarement, chez des particuliers. Les va-et-vient entre les deux pays se pratiquant beaucoup, les nouveaux venus trouvaient toujours la possibilité de remplacer un collègue dans une chambré. Cela permettait non seulement d'être en liaison avec d'autres Roumains, soutiens potentiels dans un environnement inconnu, mais

[4] Entretien en français, avec M. le 17-11-1997, au siège du journal.

[5] Office Français Pour les Réfugiés et Apatrides, organisme responsable du traitement des demandes d'asile.

également de réduire le coût du logement de façon considérable. De même, les vendeurs s'organisaient à plusieurs lors de l'approvisionnement en journaux, réduisant ainsi les coûts de transport. Ou bien ils partageaient à quelques-uns un emplacement de vente, afin de ne jamais le laisser à la concurrence. Ces habitudes ne faisaient l'objet d'aucune consigne mais, facilitant la vie de chacun, elles étaient respectées par tous.

La présence des Roumains parmi les vendeurs de journaux de rue mérite quelques précisions. Comme cela a déjà été relevé, la vente de ces journaux est destinée à un public précarisé, souvent marginal et n'ayant pas d'autre moyen de subsistance. Les jeunes migrants issus des classes moyennes roumaines, partis à l'Ouest pour amasser un pécule, sont dans d'autres dispositions. Leur volonté et leur persévérance dans la vente des journaux firent d'eux des vendeurs hors pairs. Contrairement à la majorité de leurs collègues français, ils pratiquaient ce travail avec le plus grand sérieux, le considérant non pas comme une activité de secours ponctuelle mais comme une véritable opportunité de s'enrichir. Ecoulant des stocks beaucoup plus importants que tous les autres vendeurs, ils sont devenus, aux yeux du responsable de la diffusion, des collaborateurs privilégiés. Satisfait de voir ses ventes augmenter, celui-ci n'hésitait pas à embaucher tous les Roumains qui se présentaient, d'autant plus qu'ils étaient habituellement introduits et recommandés par leurs collègues. Parallèlement, ces derniers sachant qu'ils avaient l'assurance de pouvoir s'adonner à une activité rentable, s'y présentaient de plus en plus nombreux. Si bien qu'en 1998, les migrants roumains étaient les vendeurs les plus représentés et les plus fructueux de l'organisation.

Cette entente pris fin de manière assez inattendue. Sur décision de la maison mère, la succursale niçoise a reçu l'ordre de ne plus employer de Roumains. Cette résolution était officiellement motivée par le statut juridique de cette population mais reposait en réalité sur une polémique plus complexe. A Paris, un désaccord était survenu entre l'organisation du journal et des vendeurs roumains (originaires du Nord-Est de la Roumanie). Ceux-ci n'ont pas accepté l'augmentation du prix d'achat du journal et ont menacé de quitter la firme si celle-ci l'imposait. La direction n'ayant pas cédé, les Roumains sont allés offrir leurs services à un journal concurrent. Etant donné leur nombre et leur efficacité, l'organisation délaissée a perdu une part substantielle de ses bénéfices. En signe de riposte, cette dernière a décidé d'appliquer la législation à la lettre sur tout le territoire français, expulsant ainsi tous les vendeurs non ressortissants de l'Union Européenne. De cette façon, les Roumains de Nice, qui n'avaient aucun lien avec ceux de Paris, ont perdu leur principale source de revenu sans report possible puisqu'il n'existait, dans cette ville, qu'un seul journal de ce type. Personne n'a été débauché,

mais les nouveaux venus n'étaient plus inscrits. Etant donné la forte rotation, après six mois, il ne restait plus qu'une dizaine de vendeurs de Târgoviste qui s'est épuisée avec le temps.

Au même moment, le gouvernement français adoptait une loi qui restreignait considérablement le recours à la demande d'asile. La loi Chevènement du 11 mai 1998 invite en effet l'OFPRA à traiter certaines demandes en mesure d'urgence. Dans le cas de la Roumanie, officiellement considérée comme un pays démocratique stable, il s'agit de répondre à toute sollicitation dans la semaine qui suit le dépôt du dossier. De cette façon, les recours abusifs devaient être éliminés. Pour les migrants, cela se traduit par l'impossibilité d'user plus longtemps de ce stratagème. Ici également, la disposition n'a pas été appliquée uniformément et immédiatement. Cependant, les migrants sachant qu'ils n'avaient plus cette possibilité ont d'eux-mêmes réduit leurs passages en France.

Ces deux restrictions eurent des conséquences majeures sur le réseau étudié. En l'espace de quelques mois, Nice a perdu son rang de destination privilégiée pour les migrants roumains. Même si tous ne sont pas repartis, au cours de l'hiver 1998-99, la communauté roumaine a quasiment disparu. Un très petit nombre a pu obtenir des régularisations et a continué à aider quelques proches en situation irrégulière, mais les séjours à Nice n'étant plus aussi rentables, ils sont devenus marginaux.

En revanche, toutes les personnes concernées ne sont pas rentrées en Roumanie, ou du moins, peu y sont restées. Le réseau a simplement évolué. Certains sont allés travailler dans le Nord de l'Italie, où les travailleurs clandestins sont davantage tolérés ; d'autres ont tenté leur chance à Madrid. Mais le groupe qui constituait le noyau du réseau a choisi une destination moins prisée : Londres. Le Royaume-Uni n'appartenant pas à l'espace Schengen, les conditions d'admission des étrangers sont différentes et peuvent, dans certains cas, être utilisées favorablement. De plus, selon la rumeur, les Roumains y seraient peu nombreux et donc mieux considérés et rémunérés. Cependant, atteindre cette destination de façon clandestine est un pari difficile. C'est pourquoi, au début, seuls les migrants les plus expérimentés ont joué cette carte. Par la suite, ces derniers ont aidé des amis à les rejoindre. Depuis lors, étant restée en liaison avec quelques informateurs vivant aujourd'hui à Londres, j'ai appris qu'une partie du réseau niçois s'était reconstituée là-bas. Pour parfaire mes données, j'envisage de me rendre sur place afin d'observer comment le groupe s'est adapté à ce nouvel environnement.

1.2 Târgoviste

Les deux séjours que j'ai effectués à Târgoviste avaient pour objectif de voir l'autre partie de la migration, le lieu que l'on quitte lors de l'émigration, celui auquel on reste lié et vers lequel on retourne continuellement, même si ce n'est pas pour mettre un terme à la mobilité. Au delà des expériences vécues individuellement, il s'agissait de découvrir ce que représentaient la migration et les migrants dans leur contexte d'origine. A cette fin, j'ai fait un premier séjour au printemps 1999 au cours duquel j'ai utilisé mes relations niçoises pour rencontrer des personnes ayant vécu dans ma région. Les quelques pistes découvertes alors me laissaient penser qu'il y avait beaucoup à étudier sur place et c'est pourquoi, l'année qui a suivi, j'ai décidé d'y passer trois mois.

Logée chez une informatrice « niçoise », les personnes qui m'ont d'abord été présentées appartenaient au réseau de Nice. Mais par la suite, j'ai eu l'occasion d'évoluer dans un cercle plus large où se mêlaient les amis des amis et les connaissances de ces derniers. De cette façon, durant toute la durée de mon séjour, j'étais immergée dans le « milieu migrant ». La méthodologie suivie pour l'enquête s'orientait dans deux directions : d'une part, après avoir expliqué l'objet de mon travail, je menais des entretiens auprès de personnes ayant travaillé à l'étranger ou de membres de leur famille. Souvent, les relations de mes informateurs me servaient de relais pour rencontrer de nouveaux interviewés. Simultanément, j'observais en toute occasion, lors de nos sorties communes, à l'occasion d'un repas ou au cours de conversations informelles, comment se comportait ce groupe. Mon idée était de compléter la présentation d'eux-mêmes faite par les migrants par l'observation directe de leurs modes de vie et de leur comportement dans l'environnement roumain. Le groupe qui a retenu mon attention est certes celui de Târgoviste. Cependant j'ai également fait quelques entretiens avec des migrants de Pucioasa, une commune proche, et d'un village, Valea Leurzii. Ces comparaisons m'ont permis de me rendre compte de la spécificité de la migration urbaine face à celle de la campagne. C'est pourquoi je m'intéresserai par la suite à cette question.

Mes observations étaient, au commencement, surtout dirigées vers les migrants niçois. Mais il est rapidement apparu que cette focalisation n'était pas pertinente. En effet, si une proportion importante des migrants de cette ville a connu Nice à un moment donné, ils appartiennent pourtant à un groupe plus vaste qui concerne tous les jeunes partis à l'Ouest. La distinction en fonction d'une destination n'est pas efficiente dans la mesure où un migrant est rarement l'auteur d'un seul voyage. Dans la majorité des cas, la migration, au départ fruit d'un projet particulier, se perpétue et devient petit à petit, un véritable style de vie. Souvent, un individu travaille quelques temps dans un pays puis, après un retour chez lui dont la durée peut varier, se dirige vers une nouvelle destination. Ceux qui ont résidé dans une même

agglomération à l'étranger ont peut-être plus de souvenirs en commun, cependant on parle généralement, entre *émigrés*, de l'Europe de l'Ouest comme d'un ensemble auquel tous ont eu accès. Les différents pays traversés ne sont donc pas source de distinction au sein du groupe. En revanche, à Târgoviste, ce groupe, soit quelques centaines de jeunes, se distingue clairement de la population locale.

L'aspect qui m'est apparu le plus manifeste est certainement l'attitude qu'adoptent les migrants dans leur ville d'origine. A travers l'image qu'ils composent, c'est la migration elle-même qui se donne à voir. Or, celle-ci est synonyme de réussite, elle est utilisée comme un faire-valoir. Il est alors gratifiant d'être reconnu comme migrant, tant par ses pairs que par les sédentaires. On reconnaît à ceux qui reviennent le courage d'être partis et la force d'avoir réussi à rentabiliser leur projet. Peu importe de savoir si, à l'étranger, leurs occupations étaient dévalorisantes, on ne considère ici que les retombées de ces sacrifices. Ainsi, tandis qu'à Nice ils étaient très discrets, se plaignant souvent de leur travail ingrat et de leur situation difficile en France comme en Roumanie ; je les trouvais au contraire exubérants et parfois même arrogants dans leur milieu d'origine. Le contraste était pour le moins surprenant. En France, leur succès dans la vente des journaux tenait à l'image de laissés pour compte qu'ils savaient mettre en œuvre lors de la situation de vente. De retour chez eux, c'est par contre celle d'aventuriers triomphants qu'ils présentent à leur public. Souvent vêtus de marques étrangères, ils suivent davantage la mode française quand ils sont en Roumanie que lors de leurs séjours à Nice. Les économies durement constituées durant leur migration sont alors dépensées de façon ostentatoire. Un informateur niçois rencontré à Târgoviste me dira, alors que je m'étonnais du luxe dont il s'entourait, « *quand je reviens à la maison, il faut que je sois le roi, que tout le monde voit que je reviens de France, c'est ça qui compte, c'est tout. Tant pis si ça me coûte quinze mille francs la semaine* »[6]. Il est fréquent, lors de leur arrivée, que les migrants prennent des vacances dans des hôtels de luxe à Sinaïa ou sur la mer Noire. Puis, vivant aux côtés de leurs parents, ils mènent une vie facile. Quelques bars et discothèques proches de la ville, particulièrement huppés, sont les fiefs de ce petit groupe.

Ce mode de vie spécifique les conduit à fréquenter leurs homologues. En effet, les jeunes Roumains restés sur place n'ont pas les moyens de suivre ce train de vie et si les migrants n'hésitent pas à inviter les uns ou les autres lors de leur arrivée, certains avouent pourtant : « *Oui, c'est vrai j'ai changé un peu mes amis ; parce que la vie en Roumanie c'est très difficile. Mes amis d'avant sont obligés de travailler, d'économiser, ils ne peuvent pas*

[6] Conversation avec G. à Targoviste en juin 2000.

sortir tout le temps avec moi. Je peux payer pour eux, de temps en temps, pour une soirée, mais pas tous les soirs, même moi je peux pas. C'est pour ça que j'ai de nouveaux amis, même ici, pour sortir avec eux, pour vivre comme vous en France. »[7] C'est ainsi que les migrants de différents parcours en viennent à se côtoyer. Même s'ils ne se sont connus ni avant ni pendant leurs séjours à l'étranger, ils en viennent à se rencontrer dans leur ville roumaine. Or, être en relation avec des pairs constitue pour chacun une ressource importante. D'une part, c'est dans ce milieu que l'on pourra glaner de nombreuses informations au sujet de la circulation internationale. Il est bien plus aisé de préparer un séjour quelque part, ou de se tenir au courant des meilleures opportunités, lorsque l'on connaît personnellement des individus qui en ont fait l'expérience. En cela, le milieu des migrants permet à ses membres de se déplacer en Europe avec une aisance toute spécifique. Entre eux, des informations (où travailler, qui est sur place, où se loger…) s'échangent en buvant un verre, parfois des services se rendent (comme l'obtention d'une invitation pour un visa ou d'un passeport…). Sans parler d'une réelle solidarité, les liens qui s'instaurent permettent la mise en commun de connaissances très vastes qui avantagent notablement leurs détenteurs. Ainsi, après avoir organisé seul son premier départ, un migrant, lors de ses retours, est amené à appartenir à ce cercle. Dès lors, sa capacité à circuler s'accroît considérablement. Le capital relationnel acquis avec le statut social de migrant contribue en cela à faire perdurer la mobilité transnationale de chacun.

Par ailleurs, j'ai pu observer que ce réseau était aussi le support de nombreuses activités lucratives, en Roumanie même. Lors des entretiens, une des questions concernait la reprise d'une occupation professionnelle en Roumanie après le retour de l'étranger. A peu d'exceptions près, la réponse était constamment de ce type : « *Tu plaisantes ? Tu sais combien on est payé ici en tant qu'employé ? Autant qu'en nettoyant les pare-brise une après-midi chez vous ! Non, je ne travaille pas ici, je me débrouille…* »[8]. Pour comprendre ce que signifie « *je me débrouille* », il était nécessaire de passer au delà des entretiens pour prêter attention, lors de chacune de mes rencontres avec des migrants, aux multiples conversations, auxquelles je n'étais pas nécessairement mêlée mais qui pouvaient éclairer le sujet. Les personnes qui s'impliquent dans la migration sont très dynamiques ; elles n'hésitent pas à s'engager dans tous types de business qu'il soit local ou international. Même si les trafics dont il est question ne concernent pas exclusivement ce public, celui-ci y est particulièrement actif.

---

[7] Entretien avec C., restée huit mois à Nice en 1996, le 18-05-2000, à Târgoviste.

[8] Entretien avec un migrant-passeur, le 26-05-2000, à Valea Leurzii, traduit du roumain.

Les migrants sont en relation avec des personnes à l'étranger, ce qui offre des opportunités de commerce importantes. J'ai vu souvent d'anciens migrants s'occuper de vendre des produits envoyés depuis l'Ouest. Il peut s'agir de téléphones portables, de voitures, de vêtements… En général, ce ne sont pas des contrats qui fonctionnent sur le long terme, mais plutôt des ententes ponctuelles. Ces importations peuvent être légales ou pas, cela importe peu. Dans tous les cas, mes informateurs y figuraient comme des relais importants. L'avantage des migrants tient certainement à ce qu'ils sont au cœur de réseaux aussi bien à l'autre bout de l'Europe que dans leur propre département. Ils peuvent ainsi entrer en négociations avec des interlocuteurs très éloignés géographiquement mais aussi socialement. Dans certains cas, ils traitent avec des Français lors de leur séjour puis démarchent plus tard auprès de clients en Roumanie, comme je l'ai vu faire avec des stocks de vêtements d'occasion. D'autres fois, ils utilisent, depuis leur pays, des connections qu'ils gardent à l'étranger. Un ancien employé agricole de la région niçoise s'est ainsi enrichi en exportant à plusieurs reprises, des quantités importantes de pots en terre cuite pour son ancien employeur. Par ailleurs, leur aisance financière leur permet d'investir, d'acheter pour revendre ensuite. Ils sont disponibles pour saisir une occasion qui se présente à eux, sans recourir à un hypothétique prêt bancaire. Cela augmente leur capacité à s'investir dans les affaires.

Un autre atout propre aux migrants tient dans le fait qu'ils peuvent trouver, dans leur groupe d'appartenance, des partenaires potentiels pour s'engager à leurs côtés. S'associer à des personnes que l'on connaît, ou qui sont connues dans le milieu, est une garantie. Chacun sait qu'il peut trouver rapidement, dans le cercle des migrants, des collaborateurs efficaces et dignes de confiances. Ces affaires étant souvent informelles, la reconnaissance inter-personnelle y est une forme d'assurance. Ces partenariats improvisés font souvent l'objet de pourparlers entre collègues. Enfin, une fois de plus, toutes ces occupations favorisent la communication de renseignements précieux. Etant actifs en ce sens, les migrants auront connaissance très tôt d'opportunités intéressantes à saisir. Ainsi, cette nébuleuse, associée au monde de la migration sans en être la conséquence directe, permet aux migrants de prolonger leur opulence au delà de l'épuisement pur et simple du capital ramené de l'étranger.

Cette observation nuance quelque peu mes premières conclusions selon lesquelles les migrants investissent rarement leur pécule dans une entreprise en Roumanie. D'après les entretiens, il apparaissait que « *les émigrés dépensent tout en hôtels, en filles, en télévision ; après quelques mois, il leur reste plus rien* »[9]. En effet, même s'il arrive que certaines

[9] Discussion avec les parents de G. qui vivait alors à Nice. Avril 2000, traduit du roumain.

personnes profitent de leur enrichissement pour ouvrir un commerce ou une entreprise de transport, d'habitude ces tentatives ne survivent que peu de temps. En revanche, l'implication dans de petites affaires, au coup par coup, semble plus généralisée et remplit, en définitive, la même fonction. On peut percevoir ces trafics comme une forme particulière d'entreprenariat plus adaptée, par sa flexibilité, aux aléas de la crise économique.

L'intérêt de mener une enquête sur plusieurs sites est apparu ici évident. Observer les deux côtés de la migration permet non seulement de comprendre comment les sujets instrumentalisent les situations qu'ils rencontrent mais également de saisir l'influence du contexte sur leur attitude. Le personnage migrant s'interprète de manière bien différente selon qu'il se trouve face à un groupe dominant avec lequel il doit négocier sa place ou s'il est soutenu par la considération que lui porte sa société d'appartenance.

Afin de ne pas focaliser mes résultats sur un cas particulier, il m'a semblé intéressant de comparer cette étude à l'analyse d'un autre réseau. La conjoncture globale y est identique, il s'agit de migrations économiques temporaires dans un pays européen, cependant nous verrons que les différences quant aux conditions de réalisation posent de nouvelles questions.

2. LE RESEAU ESPAGNE TELEORMAN

2.1 El Ejido

Mon intérêt pour l'Espagne est apparu avec les émeutes d'El Ejido en février 2000. Entre le 5 et le 7 de ce mois, suite au meurtre d'une Espagnole par un jeune déséquilibré marocain, la région fut le théâtre de violences sans précédent à l'encontre des immigrés venus du Maroc. Ces derniers, clandestins pour la majorité, ont répliqué par un arrêt du travail, faisant valoir que sans eux l'agriculture de la région ne pouvait pas survivre. Ces événements furent couverts par la presse internationale qui relatait également, quelques jours plus tard, que cette grève avait été brisée par des travailleurs roumains récemment arrivés[10].

Ce phénomène me paraissait particulièrement intéressant dans la mesure où il peut illustrer une question plus générale concernant la place de ces nouvelles migrations de l'Est face à celles plus anciennes que connaît l'Europe de l'Ouest depuis la décolonisation. Il m'importait alors de comprendre comment le patronat réagissait face à cette configuration nouvelle. Par ailleurs, je voulais savoir comment les différentes populations elles-mêmes

[10] Voir notamment l'article de Juan Goytisolo et Sami Naïr, « Racisme en Espagne », Le Monde du 15/02/00 ou El Pais du 10/02/00, « El relevo de magrebies por europeos del Este reaviva la tension en El Ejido », p1.

géraient les situations de « concurrence ethnique ». S'agissait-il de conflits ouverts, d'une totale indifférence ou existe-t-il certaines formes de coopération ?

Pour répondre à ces interrogations, je me suis rendue sur place une première fois au mois d'août 2000 puis au printemps 2001. Ces deux terrains représentent quatre semaines d'enquête dans la même région.

A partir de données de seconde main, j'ai pu reconstituer l'histoire économique de la région, intimement liée à celles des migrations. Celle-ci est essentielle pour comprendre les problèmes qui se posent aujourd'hui et la place des travailleurs roumains dans ce contexte. Cette partie de l'Andalousie, sud-est de l'Espagne, était autrefois un désert aride. C'est en 1941 que le gouvernement prend la décision de « coloniser » la zone du « Poniente », à l'ouest d'Almeria, afin d'y développer l'agriculture. L'idée qui préside à cette initiative est de ralentir l'émigration. Jusque dans les années soixante-dix, en effet, la province souffrait d'un dépeuplement constant. Grâce aux subventions, on creuse des puits dans les années cinquante et soixante, puis la culture intensive sous serre débute dix ans plus tard. Les exploitants qui bénéficient de ces aides arrivent en masse des provinces environnantes et du nord du pays. C'est la première forme d'immigration. Autour de l'agriculture, de nouvelles agglomérations voient le jour, telle El Ejido. La région devient, dès les années quatre-vingt, une zone de production de première importance. La majorité des fruits et légumes sont exportés vers les pays de l'Union Européenne. Le recours au travail des étrangers commence à cette époque. Les agriculteurs se sont endettés auprès des banques pour financer leurs exploitations et ils ont besoin d'une main d'œuvre bon marché pour rentabiliser leur projet. Le Maroc tout proche offre un gros potentiel de travailleurs immigrés. On embauche dès lors un nombre important de clandestins que l'on sous-payera pour un travail pénible. Parallèlement, la région souffrant d'un problème d'approvisionnement en eau, les autorités annoncent officiellement, en 1984, la fin du développement de la zone. Les constructions de serres et de puits sont interdites. Pourtant, la quête de « l'or vert » ne s'interrompt pas ; les exploitations ne cessent de proliférer, désormais illégalement. Dans les années quatre-vingt-dix, cette tendance s'accentuera encore. Pour soutenir ce rythme, on fait appel à de plus en plus de travailleurs étrangers clandestins. L'économie de la région repose en cela sur la tolérance et le laisser-faire des autorités. Au cours de la dernière décennie, les pays fournisseurs de main d'œuvre se sont diversifiés. Aux Marocains, se sont ajoutés assez tôt des sub-sahariens, puis on a apprécié les travailleurs venus d'Amérique du Sud, d'Equateur notamment. Plus récemment, au milieu des années quatre vingt dix, sont arrivées des populations de l'Est, essentiellement roumaines, en moins grand nombre des Lituaniens, des Russes, quelques Ukrainiens.

Sur l'ensemble du territoire, en dix ans, d'une terre de départ, l'Espagne est devenue un pays d'immigration. Son taux de fécondité de 1,3 enfants par femme ne lui permet pas d'assurer sa propre reproduction, encore moins de soutenir son développement économique. Le gouvernement commence à mettre en place des accords d'immigration de travailleurs avec certains pays ; mais jusqu'à présent la majorité de l'immigration s'est faite de façon clandestine. Régulièrement, ces dernières années, les autorités ont procédé à des campagnes de régularisations[11]. C'est dans ce contexte général qu'il faut comprendre les migrations actuelles des Roumains dans la province d'Almeria .

La situation est assez différente du cas précédent. En effet, en France, il était difficile, pour les migrants clandestins, d'être employés illégalement. Cependant, dans les deux pays, la migration tient au fait qu'il existe une source d'emploi particulière pour ce public. L'exemple français a montré que lorsque l'arrivée de clandestins ne correspond plus à des intérêts privés sur place, les mouvements de population ne perdurent pas. Il semble que les migrants se tiennent informés des offres de travail clandestin à l'Ouest et agissent en fonction de celles-ci.

Lorsque je me suis rendue sur place, je n'avais pas d'autres renseignements que ceux recueillis dans la presse et les notes prises à partir d'un reportage télévisé, autrement dit, je n'avais aucune porte d'entrée pour aborder mon sujet. Je savais pourtant qu'il existait une bourse du travail à laquelle se rendent les employés potentiels et les patrons d'exploitations, chaque matin, pour décider des embauches de la journée. Mais le mois d'août représente la saison creuse pendant laquelle seuls les salariés à l'année continuent à travailler, pour remettre les serres en état. Je me suis donc tournée vers les institutions qui, je pensais, pourraient m'aider à entrer en contact avec ma population d'étude.

Cette quête m'a permis de me rendre compte des difficultés méthodologiques que j'allais rencontrer. Suite aux événements de février, des journalistes de tous horizons avaient fait nombre d'interviews ici, les utilisant ensuite dans la presse pour illustrer le racisme extrême, voir l'apartheid qui avait cours dans la région, ou encore l'état d'esclavage dans lequel sont tenus les immigrés clandestins. Cette dénonciation internationale fut très durement ressentie par les habitants et les pouvoirs publics locaux. Si bien que lors de mon

[11] A un rythme d'une ou deux campagnes par an., ces régularisations sont attribuées en fonction de quotas par secteur économique. En 2000, la loi sur les étrangers a changé dans le but de traiter le phénomène avec plus de transparence. Afin de clarifier la situation, tous les étrangers qui ont pu attester de leur présence sur le territoire depuis plus d'une année ont pu être régularisés.

arrivée, on était extrêmement méfiant envers tout enquêteur et, si quelques individus se sont détendus face à la présentation de mon travail, les différents bureaux auxquels je me suis adressée m'ont constamment récité le même discours apaisant. Qu'il s'agisse des services de police, du service social, du bureau municipal de l'immigration, celui de l'agriculture ou du syndicat patronal des exploitants agricoles, tous mes interlocuteurs se sont appliqués à souligner que les ouvriers, espagnols ou étrangers, étaient traités comme dans toute l'Espagne ; que la plupart d'entre eux logeaient en ville en famille ; que les habitants d'ici n'étaient pas plus xénophobes qu'ailleurs ; et que, la région ayant besoin de travailleurs, il ne serait pas raisonnable pour eux de vouloir se débarrasser des immigrés. Lors de ces entrevues, on a toujours exclu qu'il puisse exister une concurrence entre les différentes nationalités, dans la mesure où l'offre de travail est supérieure à la demande. Cependant, on a occasionnellement reconnu que les Marocains vivaient parfois dans des abris de fortune au milieu des serres plutôt qu'en ville. Enfin, j'ai demandé à plusieurs reprises s'il était possible de rencontrer des Roumains. On m'a systématiquement répondu qu'ils étaient très peu nombreux et que, de plus, ils étaient très discrets. Dans la réalité, cela se traduit par une clandestinité presque totale. Au service social, le responsable a dénombré pour moi deux cents personnes régulièrement enregistrées tandis que certaines sources informelles estimaient à plus d'un millier le nombre de Roumains dans la région du Poniente[12]. Après avoir fait le tour des représentants officiels, j'ai compris que ceux-ci, même s'ils m'informaient indirectement sur l'ambiance qui régnait, ne m'aideraient pas à mener mes recherches.

Il fut alors beaucoup plus efficace de s'adresser à des personnes rencontrées par hasard au cours de mon séjour. Cette technique m'a ouvert deux cercles de relations, l'un regroupant des chefs d'exploitations, l'autre des migrants roumains. Dans un cas comme dans l'autre, les premières personnes rencontrées m'ont orientée vers d'autres, tissant bientôt un réseau d'informateurs d'une trentaine de personnes qui constituera la matière première de ma recherche. Par ailleurs, j'ai aussi interviewé trois immigrés marocains et discuté avec d'autres pour connaître leur point de vue sur les évènements de février et sur la position des Roumains.

Sans que cela me surprenne, j'ai pu noter dès le début que le contenu de ces entretiens différait beaucoup des discours officiels entendus auparavant. J'ai d'abord appris comment les migrations clandestines étaient gérées par les autorités, en accord avec le patronat. D'après plusieurs entretiens, tant qu'un étranger travaille, dans l'agriculture ou ailleurs, il n'est pas

[12] Entretien avec R., exploitant agricole, le 22-08-2000 à El Ejido et entretien avec A. exploitante agricole, le 21-08-2000, à El Ejido, traduits de l'espagnol.

importuné, qu'il soit en règle ou pas. Par contre, s'il chôme, il sera rapidement contrôlé et éventuellement reconduit dans son pays d'origine. Ainsi, la police n'opère aucun contrôle d'identité pendant les heures de repos, soit entre 12 et 17 heures. En revanche, tout immigré présent dans l'espace public durant les heures ouvrées sera arrêté. S'il prétend être employé, les autorités se renseignent auprès du patron cité de la cause de sa vacance et le relâchent ; dans le cas contraire une procédure d'extradition sera immédiatement entamée. De ce point de vue, les Roumains ont un atout important par rapport aux autres immigrés : physiquement, on ne les distingue pas des Espagnols.

Cela peut paraître anodin mais les conséquences ne sont pourtant pas négligeables. Dans cette région, on a l'habitude de reconnaître les étrangers à leur allure, qu'ils soient Marocains, Sub-sahariens, Equatoriens ou Philippins. C'est sur cette base que reposent les différentes formes de ségrégations dans les services administratifs, les lieux de détente ou même lors de contacts directs avec les Espagnols. Si aucun patron n'a mentionné cette particularité en ma présence, les différents acteurs en ont pourtant pleinement conscience. Un Marocain expliquera lors d'un entretien : « *Nous, on est arabe, ça se voit, on peut rien faire contre ça. Moi, on a déjà refusé de me servir à boire, parce que les gens n'aiment pas les Arabes. Si tu es blanc, tu as moins de problèmes* »[13]. Tandis qu'un Roumain raconte : « *Un jour L.* [un compatriote] *est allé à la police pour déposer une demande de régularisation, il faisait la queue avec les autres, normalement. Un policier est venu le chercher et il lui a dit « Monsieur, ne restez pas ici, c'est la file pour les étrangers, passez directement dans l'autre bureau ». Nous, on nous prend pour des Espagnols* »[14]. De ce fait, les migrants interrogés ne ressentaient pas de pression raciste.

Dans la même ligne de pensée, les Roumains se vantent d'être le groupe le mieux intégré à la population locale. Ils n'hésitent pas à fréquenter les discothèques espagnoles ou les fêtes de quartiers, ce que ne se permettent pas habituellement les travailleurs étrangers. Lors des entretiens, eux-mêmes insistent sur cet aspect, expliquant que leur culture latine est proche de celle de l'Espagne ; qu'ils partagent une religion chrétienne ; qu'ils ont la même couleur de peau et façon de vivre que les gens d'ici. Ils soutiennent simultanément le discours racisant sur les Africains, arguant que ceux-ci s'excluent d'eux-mêmes de la vie locale, qu'ils préfèrent vivre dans des baraquements plutôt qu'en ville, que leurs mœurs sont trop différentes de celles des Européens pour pouvoir s'acclimater, etc.

---

[13] Entretien avec B., marocain, le 20-08-2000, à El Ejido, en présence de S.Benamar, interprète français-arabe.

[14] Entretien avec D., le 19-08-2000, à Balerma, traduit de l'espagnol.

Apparemment, il n'y a aucun conflit ouvert entre les deux communautés, les uns et les autres se respectent dans une indifférence réciproque. La concurrence à l'embauche n'est pas flagrante dans la mesure où, en pleine saison, l'offre de travail est supérieure à la demande. Cependant, à multiples reprises, des Roumains m'ont expliqué que ces différences culturelles conduisaient les patrons à préférer les ouvriers de leur origine. Cela n'a pas empêché certains informateurs de reconnaître que les Marocains étaient des travailleurs plus efficaces qu'eux. Mais, dans ces cas là aussi, les raisons invoquées démarquaient positivement leur propre groupe. Selon les personnes interrogées, les autres n'ont pas d'éducation, ils n'ont jamais exercé de métier plus valorisant, poser des tomates dans des paniers des heures durant ne les ennuie pas tandis que les Roumains sont souvent diplômés, ils ont l'habitude de prendre des initiatives, de réfléchir. Ils doivent donc faire un effort pour s'adonner à un travail répétitif et inintéressant, c'est pourquoi ils sont de moins bons ouvriers agricoles. Ces discours soulignent bien l'état d'esprit dans lequel se trouvent les migrants Roumains. Sans avoir de relations hostiles avec les autres communautés, il est clair pourtant qu'ils cherchent à s'en démarquer symboliquement. Il semble que la distance qu'ils revendiquent, notamment entre eux et les Marocains, leur permette de se sentir plus proches des Espagnols.

Mais cette volonté de se distinguer n'intervient pas seulement face aux Africains. Si j'ai rarement entendu de commentaires au sujet des Sud-Américains, les autres ressortissants de l'Est sont en revanche souvent mentionnés comme des groupes repoussoirs. Les Russes tout d'abord, sont dépréciés pour être impliqués dans le proxénétisme local. D'après différentes sources, beaucoup de prostituées viennent en effet de ce pays. Pour les Roumains, décrier ces trafics est un moyen de ne pas y être assimilés. Au cours des interviews, on me répétera plusieurs fois que les migrants roumains ne sont ni comme les Albanais, ni comme les Russes. « *En Roumanie, on fait des petits trafics, pour pouvoir vivre, mais nous, on va pas à l'étranger pour s'occuper des filles ou de la drogue. On travaille, et puis on rentre chez nous, c'est tout* »[15]. Là aussi, la communauté roumaine est perçue comme un tout homogène opposé à d'autres entités du même type. Pareillement, on attribue aux Lituaniens des caractéristiques particulières sur lesquelles repose une distinction ethnique. Ils ont été décrit plusieurs fois comme des alcooliques violents. Nombreux dans la région, ils poseraient des problèmes dans les bars et les discothèques, provocant de fréquentes bagarres. Je n'ai, bien entendu, pas cherché à vérifier ces dires. Ce qui importe ici, c'est cette volonté de différencier le groupe

[15] Entretien avec I., le 17-08-2000, à Miramar, traduit du roumain.

roumain par rapport aux autres, de lui conférer une identité particulière, de préférence valorisante.

Cette auto définition leur attribuerait, sur une échelle d'appréciation, une place intermédiaire entre les travailleurs étrangers et la population locale. Ainsi, dans un contexte où la ségrégation est omniprésente, il apparaît clairement que la plus grande rivalité inter-ethnique se joue au niveau de la représentation du groupe. Cet aspect n'avait absolument pas transparu en France, où les Roumains n'avaient pas l'occasion d'être amalgamés à d'autres groupes étrangers. C'est donc bien parce qu'ils partagent une même condition sociale dévalorisée qu'ils insistent pour se démarquer de leurs semblables.

Bien que les exploitants agricoles n'aient pas toujours un discours aussi transparent, il ressort pourtant le même type de catégorisations. Les raisons invoquées pour expliquer l'embauche des Roumains peuvent être différentes. En général, le premier a été pris par hasard, lors d'une embauche massive de personnel, puis souvent, comme c'est le cas pour chacune des communautés immigrées, on en a enrôlé d'autres, sur ses recommandations. Mais certains employeurs, propriétaires de petites exploitations, font appel exclusivement à des travailleurs de cette nationalité. C'est le cas notamment d'une femme que j'ai interviewée qui, tout en réprouvant toute forme de racisme, refusait catégoriquement de travailler avec des Marocains. Elle a trouvé, avec la main d'œuvre roumaine, un remplacement qui la satisfait pleinement. D'après elle, les Roumains savent se montrer plus conviviaux, elle n'hésite pas à discuter avec eux, à lier des relations d'amitié. Cette sympathie réciproque reviendra souvent au cours des discussions parmi le patronat, comme auprès des travailleurs. Les histoires d'aide des Espagnols envers leurs employés roumains ne sont pas rares. Il arrive souvent qu'un patron loue un appartement en son nom pour loger un travailleur clandestin, de même une famille racontera qu'elle a pu acquérir une voiture grâce à un prêt contracté pour elle par son employeur. Un chef d'exploitation, particulièrement bien introduit dans le milieu roumain, me racontera qu'il a lui-même séjourné en vacances à Rosiori de Vede, chez un de ses anciens employés. D'une façon générale, les patrons contactés soulignaient la nature amicale des relations qu'ils nouent avec leurs travailleurs roumains, soulignant la « *proximité culturelle* » qui les lie. Cependant, rien n'exclut que certains employeurs puissent tenir un discours similaire concernant d'autres communautés étrangères.

C'est surtout au sujet de leur travail, que l'on reconnaît aux Roumains certaines qualités distinctives. Aux dires de tous, ils ont une attitude plus responsable que les travailleurs habituels. Ils ont moins besoin d'être contrôlés dans chacune de leur tâche. Les employeurs sont souvent surpris de leur efficacité et de leur prise d'initiative. Ils ont une grande confiance

en eux. On n'hésite pas à les laisser seuls toute une journée, leur donnant le matin la liste des travaux à réaliser. De plus, on admet communément qu'ils s'adaptent sans difficultés à la modernisation des structures agricoles. La gestion des arrosages par ordinateur, ou la conduite des engins agricoles, après avoir fait l'objet de brefs apprentissages, sont rapidement comprises. Les exploitants reconnaissent leur confier plus de responsabilités. Comme me l'expliquera une Roumaine, femme de ménage dans un camping : « *C'est normal qu'on soit plus débrouillard que les Marocains. Ceux qui sont ici, ce sont des paysans. Chez eux, ils n'avaient pas de travail, ils n'ont aucune qualification, c'est pour ça qu'ils partent. Nous, on vient de tous les milieux. Souvent les Roumains d'ici ont des métiers, ils travaillaient avant de partir, ils étaient sérieux. C'est à cause de la crise qu'on part. Moi par exemple, j'étais médecin chef à l'hôpital de Rosiori.* »[16]. Cette surqualification est effectivement très fréquente. Le cas cité ici est extrême, mais la plupart des personnes rencontrées avaient des compétences dans des domaines différents. Certains ont suivi des formations techniques, d'autres ont fait des études supérieures. Même ceux originaires de la campagne avaient un métier en dehors de l'agriculture avant de partir. Certains étaient ouvriers dans des fabriques roumaines, d'autres employés de bureau. Comme le soulignait cette interlocutrice, ce n'est pas une position sociale qui est à l'origine de leur migration mais un environnement économique en déclin. De ce fait, les migrants roumains sont fréquemment plus qualifiés et plus adaptables que leurs homologues venus d'ailleurs. Cette distinction s'ajoute à des conditions d'émigrations différentes : pour atteindre l'Espagne depuis la Roumanie, il est nécessaire de disposer d'un certain capital financier. Même si celui-ci peut être emprunté, il sélectionne les candidats au départ, empêchant les plus marginalisés de voyager.

En conséquence, les Roumains arrivent en Espagne sur un marché de l'emploi habitué à recevoir des populations socialement plus précarisées. De ce fait, ils présentent, aux yeux de leurs employeurs, des qualités inattendues et unanimement appréciées. La situation est différente, mais elle rappelle pourtant celle observée au sein des journaux de rue en France. Dans les deux cas, les employeurs ont soudainement à disposition une réserve de main d'œuvre largement surqualifiée qui vient s'ajouter aux populations anciennement employées.

Le déclassement à l'origine de leur embauche explique néanmoins que ces emplois ne se pérennisent pas. En effet, les Roumains travaillent dans les serres tant que leur situation ne leur permet pas d'envisager mieux. Pourtant, chacun espère pouvoir, à un moment donné, rentabiliser ses savoir-faire. C'est un problème auquel doivent faire face les agriculteurs. Les

[16] Discussion avec I., le 20-08-00, à Miramar, traduit du roumain.

migrants, de quelque origine qu'ils soient, restent dans le sud du pays tant qu'ils sont clandestins. Mais, s'ils parviennent à régulariser leur situation, beaucoup quittent cette région pour trouver un emploi mieux rémunéré dans le nord. Les Roumains ne dérogent pas à cette règle, bien au contraire. Tandis que certains Marocains trouvent, lorsque leur situation se stabilise, une place à l'année, mieux rémunérée, chez un agriculteur, la quasi-totalité des Roumains quittent ce secteur. Dans un premier temps, ils se tournent vers la construction, source importante de recrutement, mais le but ultime est de contracter une place en adéquation avec leurs qualifications, dans le nord.

Aussi, l'obtention du droit de séjour en Espagne a pour conséquence une intensification des mouvements de personnes. D'une part, sur le sol espagnol, les individus n'hésitent plus à sortir de la province d'Almeria. Les clandestins, au courant des différentes formes de tolérance de la part des autorités, savent qu'en dehors de cette région, le risque de se faire arrêter grandit. C'est pourquoi ils se déplacent peu. Régularisés, ils voyagent davantage, essentiellement entre Madrid et le Sud, afin de se faire employer dans la capitale tout en restant liés aux proches restés ici.

De même, avoir le droit de résider en Espagne, signifie avoir la possibilité de rentrer chez soi. Les personnes venues avec un visa de tourisme acheté en Roumanie et restées par la suite ont conscience que toute sortie du territoire est définitive. Un retour impliquerait l'obtention d'un nouveau visa, plus difficile à obtenir après une première fraude. De ce fait, même durant la saison creuse, il n'est pas question de séjourner en Roumanie. En revanche, avoir un statut légal autorise ce type de retours momentanés. Lors de ma première enquête au mois d'août, ce point avait été soulevé lors de différents entretiens. Bien que la majorité n'ait pas d'occupation, ils restaient là ; tandis que leurs compatriotes en règle étaient tous retournés chez eux.

Encore une fois, cette remarque est également valide pour les observations faites auprès de personnes en situation régulière en France. Le statut illégal des migrants les conduit à réduire leurs déplacements. Lorsque les personnes obtiennent l'autorisation de revenir dans le pays qu'elles quittent, les navettes avec la Roumanie se multiplient. En cela, si l'illégalité n'est pas un rempart à l'immigration potentielle, il semble en revanche qu'elle freine considérablement les mobilités.

2.2 Province de Teleorman

La plupart des Roumains de la région d'Almeria, cela me sera confirmé au niveau officiel par le service social, est originaire du département de Teleorman. Certains de mes

informateurs étaient de Rosiori de Vede, d'autres citaient cette ville comme référence mais vivaient dans des villages alentours.

N'ayant pas pu circonscrire de lieu plus spécifique, je prévoyais de mener une enquête générale dans cette zone. A la même période, j'ai appris que l'Université de Bucarest organisait, sous la direction du professeur Dumitru Sandu, une étude de terrain dans cette région. Ce dernier me permit de m'associer à ce travail collectif. De cette manière, j'ai pu bénéficier, sur place du soutien et de la collaboration de son équipe.

Mon approche était assez différente de celle de Târgoviste dans la mesure où les conditions d'enquête n'étaient pas les mêmes. Ici, je disposais d'une dizaine de jours pour circonscrire mon objet. Il n'était donc pas envisageable de faire d'observation participante sur le long terme. J'ai donc privilégié, comme les autres membres du groupe de recherche, les entretiens semi-directifs et les conversations informelles. Par ailleurs, une doctorante dont les recherches portent sur les styles de vie dans le département, Monica Serban, complétera les informations recueillies par des données obtenues lors de précédentes enquêtes.

Mon séjour se découpera de la façon suivante. Après avoir passé deux jours à Rosiori de Vede, j'irai rejoindre le groupe d'enquêteurs de Dobrotesti, un village de 4500 habitants à une trentaine de kilomètres de Rosiori. C'est là que se déroulera l'essentiel de mon travail. Enfin, ayant appris que le village voisin émigrait vers la province d'Almeria, je m'y suis rendue en fin de séjour pour y effectuer cinq entretiens.

A travers ce terrain d'étude, j'ai pu compléter mes connaissances sur la façon dont se développent les migrations en milieu rural. Cet aspect avait été effleuré lors de mon précédent séjour en Roumanie mais, ne m'étant intéressée qu'à un seul village, Valea Leurzii, je ne pouvais généraliser aucune conclusion. Après ces enquêtes, les comparaisons que j'ai pu faire entre les trois villages étudiés et Târgoviste me permettent de tenter de distinguer certains aspects spécifiques aux migrations d'origines rurales. Cette analyse est également étayée par diverses observations faite au cours de mes déplacements dans le pays.

L'attribut le plus aisément appréciable est certainement la façon d'investir les gains de l'émigration. A la campagne, la maison est le signe le plus révélateur du statut social. C'est donc dans cet élément que l'on dépense prioritairement les salaires venus de l'étranger. Qu'il s'agisse d'améliorations ou d'une nouvelle construction, l'enrichissement s'illustre systématiquement dans l'habitat. Tandis qu'en ville les dépenses se faisaient essentiellement dans les voitures et une consommation ostentatoire ; dans les villages, elles s'engagent d'abord dans un placement durable. Cependant, dans les deux cas, il s'agit de rendre public sa réussite. Même si la construction d'un toit pour sa famille semble s'inscrire dans un projet

plus concret, la réalisation de ces maisons témoigne d'une autre préoccupation. En effet, l'envergure d'une villa ne dépend en rien des besoins de ses habitants. Le critère qui conditionne les dimensions de la construction est uniquement les fonds dont dispose le propriétaire. Il est courant de voir un couple vivre seul dans une habitation de huit ou neuf pièces. Des histoires racontent même que certains propriétaires garderaient leur ancien logement à coté de la nouvelle maison pour continuer à y vivre. Le caractère symbolique de la résidence paraît alors évident. En plus d'un domicile, c'est véritablement une reconnaissance sociale que l'on gagne.

Ce trait est d'autant plus remarquable qu'il est rarement le fait d'un individu isolé. D'habitude, un village d'où l'on émigre se remarque à la proportion importante de villas neuves qu'il présente. C'est là une autre caractéristique de la migration d'origine rurale. Quand les habitants d'une commune émigrent, quasiment toutes les familles sont concernées par le phénomène. Les premiers départs sont toujours à l'initiative de quelques-uns. C'est ce que j'ai pu observer à Ghimpeteni, près de Dobrotesti, où la migration vers l'Espagne a vu le jour au cours de l'été 2000. Les migrants sont peu nombreux pour l'instant et l'urbanisme du village n'a pas encore évolué. Mais déjà, le parcours des pionniers est connu, et on m'a indiqué plusieurs personnes qui se préparaient à les rejoindre. A Valea Leurzii ou à Dobrotesti, cette pratique était déjà instituée depuis plusieurs années et l'on peut se rendre compte alors de la généralisation de ce recours. Pour cette dernière localité par exemple, sur les 4500 habitants, le maire estimait, au moment de l'entretien, qu'environ 200 personnes travaillaient en Espagne[17]. A l'opposé, d'autres communes toutes proches ne font état d'aucun départ vers l'étranger. Il apparaît ainsi clairement que la proportion de migrants n'est pas constante sur l'ensemble du territoire. Au contraire, soit un village développe une tendance à l'émigration, soit non. Ainsi, on peut faire état, dans une région, du nombre de villages qui émigrent et de ceux qui n'ont pas recours à cette stratégie.

Cette constatation souligne l'importance des réseaux dans le processus migratoire. En effet, on s'aperçoit ici que la décision de migrer n'apparaît presque jamais dans le vide. Les aventuriers qui tentent leur chance à l'étranger au hasard ne sont pas nombreux. Plus fréquemment, les départs interviennent dans un environnement relativement connu. Si le principe reste similaire à celui des grandes agglomérations, dans les villages l'expansion de la migration par cercles de relations est encore plus saillante. Le travail commun effectué dans la localité de Dobrotesti nous a permis de reconstituer l'histoire des migrations vers l'Espagne à

[17] Entretien avec le maire de Dobrotesti, le 12-07-2001.

partir de ce lieu. Au départ, deux frères ont émigré en Espagne en 1990. Ils ont alors obtenu le statut de réfugié politique. Par la suite, ils ont aidé des membres de leur famille proche à effectuer des séjours de travail dans leur région. Ce réseau s'est ensuite élargi à des cousins plus éloignés. Puis, étant eux-mêmes de confession adventiste, les fidèles de cette communauté ont commencé, en 1995, à profiter de ce circuit. Tantôt par relations directes, tantôt par recommandations, un large cercle d'adventistes a bientôt fait appel au soutien de leurs frères déjà sur place. Simultanément, quelques orthodoxes dont certains parents appartenaient à l'autre obédience, ont eu accès au réseau. Petit à petit, avec les aller-retours qui se répétaient entre Madrid et Dobrotesti, il devenait moins difficile pour l'ensemble des habitants du village d'envisager de se rendre en Espagne. D'après le maire, depuis 1990, plus de 400 personnes sont passées par ce réseau. Bien que ne faisant pas intervenir de communauté religieuse, le développement de la migration vers la Grèce à Valea Leurzii est assez semblable. La particularité des petites agglomérations tient dans le fait qu'à terme le réseau des migrants finit par englober la totalité des habitants. Cela ne signifie pas, bien entendu, que tout le village voyage vers l'étranger. Mais théoriquement, tout le monde a un lien, plus ou moins proche, avec une personne qui pourrait le soutenir dans une telle entreprise. Dans cette configuration, la principale distinction entre ceux qui partent et ceux qui restent n'est plus alors la possession du capital social nécessaire. Dans les grandes villes, il y a peu de chances que l'on parvienne à un taux de connections aussi important.

Un autre point est à soulever concernant la notion de réseau. Il semble que, dans tout le département de Teleorman, l'église adventiste soit au cœur de la migration. En effet, d'après différents informateurs, tandis que cette confession reste largement minoritaire dans le département, elle représente une proportion importante parmi les migrants. L'organisation n'a pas de structure qui s'occupe de migration ; cette hégémonie émane directement des sujets. De façon informelle, ceux-ci s'organisent de telle sorte qu'ils simplifient l'accès à la migration pour leurs pairs. D'après certains entretiens, les membres de cette église obéiraient à des règles de solidarité plus fortes que dans le milieu orthodoxe. On sait, grâce aux travaux de psychologie sociale, qu'à l'intérieur des groupes minoritaires, les individus ont fréquemment tendance a maintenir des liens plus étroits que dans les groupes dominants. Cela irait dans le sens de l'hypothèse énoncée. Quoiqu'il en soit, il est incontestable ici que le réseau religieux se comporte comme un support privilégié de communication et d'entraide. Ce cercle n'est pas excluant, dans la mesure où des orthodoxes migrent aussi à leurs cotés, mais les membres du groupe ont un accès facilité aux différentes ressources qu'offre la communauté. Les relations nouées de longue date avec leurs « frères » autorisent les migrants

à leur accorder leur confiance. Connaissant, directement ou par personnes interposées, les membres de leur église, ils savent pouvoir escompter un retour au soutien qu'ils apportent à un moment donné. Pourtant, cette solidarité ne s'exprime pas toujours gracieusement. L'exemple de Dobrotesti est assez parlant : les deux frères qui ont initié la migration n'ont soutenu que leur proches gratuitement. Par la suite, leur aide, qui consistait en la prise en charge totale des nouveaux venus, était conditionnée à une ponction sur les salaires de ces travailleurs. Cependant, même dans une telle situation, la priorité était d'abord donnée aux adventistes avant de s'ouvrir aux autres membres du village. Cela est à mettre en relation avec les observations faites à Târgoviste. Là, les migrants, sans que cela soit le fruit d'une volonté explicite, se constituaient d'eux-mêmes en réseau auquel tous contribuaient, tout en tirant profit de cette mise en commun. Ici, le procédé est tout à fait analogue, à la différence près qu'il trouve ses racines dans un organisme pré-existant.

Pour conclure sur l'enquête menée à Dobrotesti, je relaterai deux aspects qui m'ont paru spécifiques à cette localité. Le premier tient à la représentation de la migration dans l'imaginaire collectif. Comme cela a été décrit précédemment, d'ordinaire les migrants de retour sont très considérés ; leurs voyages font rêver ; les mythes attachés à la migration sont nombreux. Ici, il n'en est rien. On parle de la migration comme d'une stratégie de vie équivalente en tout point à une autre. Choisir d'aller travailler en Espagne est une alternative à monter une affaire sur place. Cette opportunité n'est d'ailleurs pas réservée aux jeunes. Il est fréquent de voir partir des pères de famille, même des personnes proches de la retraite. Cela nécessite de l'argent et un minimum de relations mais n'est nullement perçu comme une aventure. Cette indifférence peut être expliquée, d'une part, par la généralisation de cette pratique. Tout le monde ici connaît l'Europe de l'Ouest, pour y avoir séjourné ou par ouï-dire. Partir vers cette destination ne retourne plus de la découverte, il s'agit de suivre une voie ouverte depuis longtemps, dont les risques sont minimisés. L'Espagne, l'Allemagne ou l'Italie se sont considérablement rapprochées ces dernières années. Mais la principale explication de ce désintérêt tient sans doute au fait que ce village n'a pas découvert la possibilité de passer les frontières avec la révolution. Depuis les années soixante-dix, les hommes ont pris l'habitude d'aller travailler à l'étranger. Ils étaient officiellement envoyés, par l'administration de Ceausescu, comme ouvriers sur de grands chantiers. Selon le maire, quatre familles sur cinq, ont usé de cette ressource entre 1975 et 1989. Certes, il s'agissait plus souvent du Moyen-Orient que de l'Europe, mais symboliquement, le sentiment d'enfermement était dépassé. Tandis que dans le reste du pays, la migration est vécue comme

une conséquence de la révolution, elle n'est dans ce village que le prolongement d'une activité déjà ancienne.

L'autre aspect qui apparaît remarquable est l'attitude de la mairie face aux migrations actuelles. A deux reprises, et notamment lors d'un entretien enregistré dans son bureau, le maire a déclaré encourager les migrations de travail à l'Ouest, en Espagne particulièrement. Arguant que ces entrées de devises étaient bénéfiques pour l'ensemble du village, il n'hésite pas à dire que la mairie favorise ce recours. Or, ces séjours de travail sont, dans la plupart des cas, illégaux. Le principe est connu de tous : les migrants voyagent jusqu'en Espagne avec un visa de tourisme pour l'espace Schengen et ne quittent pas le pays à sa date d'expiration. Ces différentes phases ne les autorisent jamais à exercer une activité salariée. Si cela se fait, c'est toujours dans la clandestinité. Mais la pratique est tellement institutionnalisée, que même les autorités officielles semblent avoir oublié son caractère prohibé.

CONCLUSION

Il est toujours difficile d'élargir les conclusions de travaux de type qualitatif à un ensemble plus vaste. Il est certain que ces enquêtes appartiennent à des contextes particuliers et qu'elles ne peuvent illustrer à elles seules l'ensemble de la migration roumaine en Europe de l'Ouest. Cependant, ces recherches portent sur un procédé qui se développe de plus en plus en Roumanie. La mobilité transnationale a en effet tendance à devenir, pour la classe moyenne, une stratégie de survie aux difficultés économiques. Contrairement aux craintes de l'Union Européenne, il ne s'agit pas d'un exode massif du pays, mais d'une intensification de la circulation sur l'ensemble du continent dont les retours et la réalisation en Roumanie sont un point essentiel.

Par ailleurs, il apparaît clairement à travers l'étude de ces deux réseaux que ces mouvements de population ne se dirigent pas au hasard mais répondent à des besoins structurels du capitalisme des pays riches. Ne se subordonnant ni aux législations ni aux décisions politiques, la force de ces migrations tient à leur capacité à s'adapter très rapidement aux fluctuations du marché du travail européen. Parallèlement, on a vu que les pays d'accueil gardaient une certaine aptitude à gérer ces flux, malgré leur caractère informel, en faisant preuve d'une tolérance plus ou moins grande à leur égard.

La question qui reste posée est celle de l'incidence de ces mobilités au niveau national. Les retombées économiques qu'elles engendrent peuvent-elles contribuer à renflouer le pays ? Ces réseaux peuvent-ils devenir le support de relations d'affaires internationales ? Ou au contraire, les mouvements illégaux sont-ils à proscrire dans la mesure où ils freinent

l'ouverture des frontières de l'Ouest ? Les réticences qu'ils provoquent chez les Européens de l'Ouest ne desservent-elles pas l'intégration de la Roumanie dans l'Union Européenne ? Ce type d'interrogations, certes plus politiques que sociologiques, devrait, dans les années qui viennent, être l'objet de recherches approfondies en Roumanie comme au sein de l'Union Européenne.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Benattig(R.), Brachet(O.), *Les dynamiques migratoires roumaines, le cas des demandeurs d'asile en France*, Lyon, DPM, 1998.

Checa (F.)(dir.), *Invernaderos y inmigrante. El problema de la adaptacion de un colectivo marginal*, Madrid, MAS,1994-1995.

Diminescu (D.), « Faire une saison » in *Migrations Etudes*, n°91, Novembre-décembre 1999.

Goytisolo(Juan), Naïr(Sami), *El peaje de la vida. Integracion o rechazo de la emigracion en Espana*, Aguilar- Edicion El Pais, 2000.

Marie (C.V.), « Emploi des étrangers sans titre, travail illégal, régularisations: des débats en trompe l'œil » in Dewitte (P.), *Immigration et intégration, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1999, pp.352-365.

Morokvasic (M.), « La mobilité transnationale comme ressource: le cas des migrants de l'Europe de l'Est » in *Cultures et Conflits*, n°33-34, Printemps-été 1999, pp.75-125, (http://www.conflits.org).

Portes (A.), « La mondialisation par le bas » in *Les Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°129, Seuil, septembre 1999, pp.15-25.

Sandu (D.), « Les enjeux des réseaux migratoires dans l'espace social de la transition », intervention à la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, le 4 avril 2001.

Tarrius (A.), « La réussite des clandestins » in *Espaces et Sociétés*, n°87, 1996, pp.13-35.